

Le budget—M. Marcel Tremblay

[Traduction]

M. Volpe: Toutefois, le budget révèle encore pire. De fait, il montre que le ministre des Finances est incapable de bien jauger les réalités économiques du jour ou les exigences du marché de demain. Il ne peut plus gérer les affaires financières et économiques du pays. Un bref examen de ses réalisations pendant la dernière année jusqu'à la présentation du budget devrait ébranler la confiance de ses plus ardents courtisans dans le monde des affaires.

En 1988, il a fondé son plan financier sur un taux d'intérêt de 7,8 p. 100. Lorsque le budget a été déposé plus tard dans l'année, vers la fin de l'hiver, le taux était passé à 8,5 p. 100 et il avait atteint 10,5 p. 100, lorsque les élections ont été déclenchées. Il menace maintenant de briser la barrière des 14 p. 100. Le ministre n'a fait aucun rajustement à son budget. Je me demande combien de mes collègues ou de Canadiens n'auraient pas congédié leurs collègues financiers après pareille performance.

Le même ministre justifie des engagements électoraux de 16 milliards de dollars en disant que tout, et je cite: «... est compris dans le budget des dépenses... établi en février 1988. Les frais seraient nuls... dans ces réserves, nous avons suffisamment d'argent pour mettre en oeuvre les mesures annoncées.» Six mois plus tard, après avoir renié ces engagements qui, selon le ministre, étaient garantis par l'argent en réserve, le même ministre se livre à une razzia fiscale de 12 à 14 milliards de dollars sur les deux prochaines années afin de ralentir la croissance du déficit. Voilà ce qu'ils appellent de l'honnêteté et de l'intégrité!

[Traduction française de l'italien]

On peut peut-être demander «pourquoi» au ministre. Il dit qu'il faut maintenir les taux d'intérêt élevés afin de pouvoir juguler l'inflation. L'écart entre les taux d'intérêt, qui s'élèvent actuellement à 13 p. 100, et le taux d'inflation, qui est de 4,3 p. 100, est déjà le plus grand encore jamais vu au Canada, en dépit de la prospérité que nous avons connue ces dernières années.

Le ministre des Finances reconnaît toujours que l'introduction de sa taxe de vente sur les produits et services aura en réalité pour effet d'augmenter le taux d'inflation de 3 p. 100. Il s'agit là du même ministre qui a déclaré qu'il s'attaquerait à la dette et au déficit en réduisant les dépenses plutôt qu'en haussant les impôts. Maintenant, pour chaque dollar de réduction qu'il propose, il en demande trois en impôts supplémentaires. Quel culot! Nous avons déjà été témoins de ce transfert de responsabilité. En effet, même lorsque le budget a fait l'objet d'une fuite, le ministre qui est chargé de tous les aspects des activités ministérielles s'est protégé immédiatement et sans bonne raison en prétendant être victime d'un acte criminel.

La seule conclusion à en tirer, c'est que son gouvernement doit penser que les Canadiens sont stupides en plus d'être faciles à duper. Or, je puis assurer à tous les députés que les Canadiens ne sont ni l'un ni l'autre. Ils peuvent voir clairement le manque de logique et l'absence de fondement des décisions et des orientations budgétaires du gouvernement. Ils se demandent: «Qui rédige le programme du gouvernement?»

Ce budget conservateur indique clairement que le gouvernement ne mettra pas en oeuvre des politiques cohérentes et coordonnées pour participer activement à l'économie à court ou à long terme. Il ne cherche plus directement à promouvoir l'expansion d'une économie par des actes, et non simplement par des paroles, de façon à ce que l'assiette fiscale élargie qui en découlerait permettrait effectivement de réduire la dette gouvernementale.

Quel document fade et sans vision! Un document qui autorise le retrait des contributions gouvernementales à l'économie et qui, en même temps, taxe plus de fonds provenant de cette économie, tout en protégeant les riches contre ses pillages.

Ce sont les indices d'un gouvernement et parti sans honneur et sans but, qui écoute uniquement et exclusivement les riches entreprises, qui a peur de regarder au-delà de la dette publique, un problème, permettez-moi de le rappeler, qui a été l'oeuvre du gouvernement ces quatre dernières années. Un gouvernement qui peut encore prédire une croissance de 3 p. 100 de l'économie, tout en sabrant dans les dépenses, en augmentant les impôts et en causant la hausse des taux d'intérêt.

• (1650)

Le ministre des Finances qui a bousillé le budget dès le départ devrait tenir compte de l'appel de tous les Canadiens et jeter ce budget, car il risque sinon de condamner le gouvernement à une calomnie incessante.

Ce budget doit disparaître.

[Français]

M. le vice-président: On va poursuivre le débat avec l'honorable député de Québec-Est (M. Tremblay).

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, il me fait plaisir aujourd'hui de participer au débat sur le Budget, un Budget qui traite de responsabilités, d'avenir, des défis que devront relever les Canadiens et Canadiennes dans les années qui viennent.

Monsieur le Président, le lundi 3 avril dernier, le discours du Trône nous a présenté une vision de l'avenir sur la croissance économique, sur la réduction des inégalités, sur la protection de l'environnement et le maintien